

## PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE  
Direction de la Citoyenneté et des Libertés Publiques  
Bureau de l'Immigration et de l'Intégration  
Ref : DCLP/BIH/ SK/  
Tel : 03 21 21 24 32

Arras, le 30 mars 2017

Le Préfet du Pas-de-Calais

à

Mesdames et Messieurs les Maires du département  
(en communication à M. le Président du Conseil  
Régional, M. le Président du Conseil Départemental,  
M. le Directeur de Pôle Emploi, Mesdames et  
messieurs les Présidents de Mission Locale, Mesdames  
et Messieurs  
les sous-préfets d'arrondissement)

**OBJET :** Contrat d'insertion conclu au bénéfice de ressortissants européens

**REFER :** Directive 2004/38/CE du 29 avril 2004 relative au droit du séjour des ressortissants communautaires sur le territoire national

Mes services ont été saisis à plusieurs reprises de demandes de titres de séjour, déposées par des ressortissants européens présentant à l'appui un contrat unique d'insertion.

Le contrat unique d'insertion (CUI) a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Ce dispositif vise les personnes qui sont en chômage de longue durée.

Si aucune disposition réglementaire n'en définit l'accès pour les citoyens de l'Union Européenne, ceux-ci ne peuvent en bénéficier qu'à partir du moment où leur situation de recherche d'emploi préalable s'inscrit dans un parcours régulier au regard notamment des règles du séjour.

Or, les citoyens européens ne peuvent résider en France plus de trois mois qu'à la condition soit d'exercer une activité professionnelle, soit de détenir des ressources suffisantes, soit d'y poursuivre des études, soit enfin d'être membre de la famille d'un ressortissant de l'Union remplissant l'une des conditions précitées (article L 121-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

.../...

Les seules exceptions à la règle concernent les ressortissants de l'union

- ayant acquis un maintien de droit à la suite de la perte de leur emploi (article R. 121-6 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- titulaires d'un droit de séjour permanent après 5 ans de séjour régulier
- en tant que membres de famille d'un citoyen de l'UE ayant lui-même un droit de séjour établi.

Les conjoints de français ou parents d'un enfant français peuvent également justifier d'un droit au séjour, sous conditions.

De fait, sauf à appartenir à l'une de ces quatre dernières catégories, le ressortissant européen doit justifier soit d'un emploi, soit de ressources et ne peut par définition bénéficier d'un contrat d'insertion (ni d'ailleurs du Revenu de Solidarité Active).

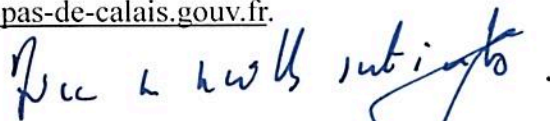
Ainsi, une fois intervenue, la conclusion d'un tel contrat pourrait être remise en cause dans l'hypothèse où il serait établi que celui-ci est constitutif d'un abus de droit et a été conclu dans l'intention exclusive d'acquérir ou faire acquérir un droit de séjour à un citoyen de l'UE qui ne remplissait pas les conditions du droit de séjour.

L'existence d'un tel abus de droit peut même être opposé à l'intéressé pour remettre en cause son droit au séjour.

D'ailleurs, la Cour administrative d'appel de Douai a confirmé le 11 décembre 2014 *«que de tels contrats de travail, qui s'inscrivent dans une politique sociale ayant pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de s'insérer professionnellement dans l'activité économique ne peuvent être regardés comme constituant l'exercice d'une activité professionnelle au sens des dispositions précitées de l'article L. 121-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile »*. Ceux-ci restent donc en situation irrégulière.

Il apparaît donc nécessaire de veiller que les personnes concernées satisfassent aux conditions du droit de séjour préalablement à la signature d'un tel contrat.

C'est pourquoi, conscient des difficultés que l'application de ces règles peut parfois soulever, mes services restent disponibles pour vous apporter leur concours pour l'examen de situations individuelles ou vous apporter plus d'information sur les règles du droit de séjour. Je vous invite à poser vos questions éventuelles sur l'adresse mail fonctionnelle exclusivement réservées aux administrations [pref-etran-gers-admin@pas-de-calais.gouv.fr](mailto:pref-etran-gers-admin@pas-de-calais.gouv.fr).



Pour le Préfet  
Le secrétaire Général

Marc DEL GRANDE